2024



Rapport *d'activité*

Les greffiers des tribunaux de commerce

Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce

Le Bureau du Conseil national

Le Bureau est élu pour une durée de deux ans par les 22 greffiers composant le Conseil national, eux-mêmes élus par leurs pairs. Le Bureau du Conseil national comprend un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et trois chargés de mission qui se réunissent chaque mois.

PRÉSIDENT
Maître Victor GENESTE
greffier associé du tribunal des activités économiques du Mans

VICE-PRÉSIDENT
Maître Bertrand DUBUJADOUX
greffier associé du tribunal de commerce de Cusset

TRESORIÈRE
Maître Françoise PRINTEMS
greffier associée du tribunal de commerce de Tours

SECRÉTAIRE
Maître Thierry MARQUET-PAQUIER
greffier associé du tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer

CHARGÉE DE MISSION
Maître Sophie HEURLEY
greffier associée du tribunal de commerce de Narbonne

CHARGÉ DE MISSION
Maître Stanislas DOUCEDE
greffier associé du tribunal de commerce d'Aix-en-Provence

CHARGÉ DE MISSION
Maître Arnault LESAULNIER
greffier associé du tribunal de commerce d'Ajaccio

Les collaborateurs du CNG

+ **Christophe HAZARD**
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

+ **Johanna PELIKS**
JURISTE

+ **Johanne JASMIN**
JURISTE

+ **Julie TESTUD**
JURISTE DPO

+ **Karla AMAN**
RESPONSABLE AFFAIRES PUBLIQUES ET INTERNATIONALES

+ **Christelle DONDELINGER**
JURISTE

+ **Aurore BARTHELEMY**
CHARGÉE DE MISSION FORMATION

+ **Carole BOURHIS**
ASSISTANTE

édito

Alors que la mise en œuvre du Guichet unique des entreprises patinait tout au long de l'année 2024, l'expérimentation du Tribunal des Activités Économique (TAE) illustre la pertinence du modèle des greffiers des tribunaux de commerce.

Comme pour la mise en place du registre des bénéficiaires effectifs il y a quelques années, nous avons pu - dans des délais très courts - déployer notre expertise juridique et technologique, assurer la formation de nos collaborateurs, adapter nos outils informatiques et être opérationnels au 1er janvier 2025 dans les 12 juridictions-tests. Et cela, sans aucun coût pour les finances publiques...

" La lutte contre la fraude et le narcotrafic est aujourd'hui un enjeu majeur et notre profession s'investit fortement dans ce combat. "

Victor GENESTE
Président



Les greffiers des tribunaux de commerce ont à cœur de mener à bien les missions de service public qui leur sont confiées. Nous mettons tout en œuvre pour garantir la sécurité juridique, la fiabilité de l'information économique, la qualité de la justice commerciale et, chaque fois que nécessaire, la prévention des entreprises en difficulté. De plus en plus, nous mettons l'accent sur la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent car nous considérons qu'il s'agit d'un enjeu majeur pour notre société.

Ce rapport d'activité témoigne de la multitude de ces engagements. Il est le reflet de l'engagement des membres de notre profession et de leurs collaborateurs, qu'ils en soient ici remerciés.

GREFFE DU TRIBUNAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES

En route vers les Tribunaux des Activités Economiques

Les greffiers sont au cœur de l'expérimentation des Tribunaux des Activités Économiques (TAE) qui vise à mesurer l'intérêt d'avoir un seul tribunal pour traiter l'ensemble des procédures collectives et amiables de tous les professionnels, quels que soient leur statut juridique et leur domaine activité.



Les membres de la profession concernés par l'expérimentation des TAE lors d'une formation à l'École Nationale de la Magistrature

Depuis le 1er janvier 2025, douze tribunaux de commerce en France métropolitaine* expérimentent une extension de leurs compétences : outre les procédures collectives et amiables concernant les entreprises et les artisans, ils se voient confier celles concernant les exploitants agricoles, les associations, les mutuelles et les professions libérales qui relèvent normalement des tribunaux judiciaires. Cette expérimentation, prévue pour durer quatre ans, vise à mesurer l'intérêt d'avoir un seul tribunal pour traiter l'ensemble de ces procédures, quel que soit le statut juridique ou le domaine d'activité des entreprises concernées, hormis les professionnels du droit.

Cet élargissement du champ de compétences des tribunaux de commerce présente donc à la fois l'intérêt d'alléger la charge des tribunaux judiciaires, de rationaliser les compétences des juridictions et de simplifier le traitement des procédures. Il témoigne de l'efficacité de la justice consulaire (régularité des audiences, délais de traitement réduits, taux de contestation faibles...).

Même s'ils n'ont eu que quelques mois pour se préparer à cette expérimentation, les greffiers des tribunaux de commerce sont pleinement impliqués dans la réussite de cette expérimentation. En effet, la création des TAE était une proposition de la profession en 2017, portée également par la Conférence des juges consulaires, puis reprise par le comité des États généraux de la justice et enfin intégrée dans la loi du 20 novembre 2023.

Adaptation des outils et procédures

Les greffiers ont dû adapter leurs outils informatiques aux besoins des TAE pour intégrer les procédures spécifiques des nouveaux justiciables et notamment la matière agricole. Les greffiers des 12 tribunaux concernés ont également participé à des formations, notamment dans le cadre de l'École Nationale de la Magistrature.

Enfin, la loi d'orientation et de modernisation pour la justice prévoit également l'instauration d'une contribution pour la justice économique devant les TAE. Cette contribution s'applique aux contentieux généraux, et non aux procédures collectives et amiables. Il s'agit d'un deuxième volet totalement différent de l'expérimentation des TAE. Mais les gref-

fiers étant chargés de calculer, collecter et reverser cette contribution à l'État, ils ont donc dû être également techniquement prêts pour cette mission. Des comptes dédiés à la Caisse des dépôts - Banque des territoires ont été ouverts pour déposer les contributions avant de les reverser à l'État.

Quelques points d'achoppement demeurent

Mener à bien une telle expérience grandeur nature en un temps restreint était une gageure. Les greffiers des tribunaux de commerce ont, encore une fois, répondu présents. Quelques points restent cependant à traiter : des difficultés de recrutement de juges agricoles ont ainsi été rencontrées alors même que l'expérimentation intervient dans un contexte difficile pour les agriculteurs. Enfin, une difficulté majeure réside dans l'absence d'un registre fiable pour vérifier les informations relatives aux associations et à leurs représentants. Le registre des associations tenu par les préfectures est purement déclaratif et les informations qu'il contient ne sont pas à jour. Les greffiers ont interpellé le ministère de l'Intérieur pour demander la création d'un véritable registre des associations.

Un comité composé d'experts et de parlementaires est chargé de remettre un rapport d'évaluation au Parlement au plus tard avant le mois de juillet 2028 , préalable à une généralisation éventuelle des TAE à l'ensemble du territoire français.

**Avignon, Auxerre, Le Havre, Le Mans, Limoges, Lyon, Marseille, Nancy, Nanterre, Paris, Saint-Brieuc et Versailles.*



Questions à
Aurélie Martinelli
Greffier du TAE d'Avignon

→ *Comment s'est déroulée la mise en place de l'expérimentation ?*

Tout le monde au sein du tribunal était très motivé pour participer à l'expérimentation. Notre département compte de nombreux agriculteurs et viticulteurs qui ont été impactés par la crise et par une succession de météos défavorables, nous souhaitions donc leur apporter des réponses rapides et efficaces.
Il y avait en outre un problème de lisibilité de la justice : selon les formes juridiques de leur entreprise, les acteurs agricoles relevaient du tribunal judiciaire ou du tribunal de commerce pour le traitement des difficultés des entreprises. Il y a une véritable cohérence à tout réunir dans une même juridiction. Nous avons eu peu de temps pour la mise en œuvre effective du TAE. Mais au final, nous avons réussi et tout le monde a entamé cette nouvelle étape du 1er janvier 2025 avec enthousiasme.

→ *Il n'y a donc pas eu d'écueil majeur ?*

Lorsque nous nous sommes portés volontaires, tout le tribunal avait à l'esprit le secteur agricole. La surprise est venue du monde associatif. Un des premiers dossiers du TAE concernait d'ailleurs une association avec une centaine de salariés. Cela a été compliqué et depuis, ça le demeure. Nous n'avons aucune visibilité sur le nombre d'associations que nous pourrions avoir en procédure collective puisqu'il n'existe aucun registre à jour. Et lorsque les associations arrivent au tribunal, nous sommes confrontés à l'absence de réelle comptabilité, une opacité fonctionnelle, des flux financiers non contrôlés, pas de données sur les bénéficiaires effectifs.... Il n'y a pas de prévention possible non plus, or les enjeux sont importants, surtout à Avignon qui compte de nombreuses associations culturelles confrontées à des difficultés économiques réelles.

→ *Un regret ?*

Que le périmètre du TAE soit limité aux procédures collectives. Il y aurait un véritable intérêt à pousser la cohérence jusqu'au bout et étendre ce périmètre à tout le contentieux des entreprises. Cela pourrait être utilement étendu lors de la généralisation des TAE, que j'espère, à l'issue de la phase d'expérimentation.

Conseil national

Force de proposition

Les greffiers des tribunaux de commerce ont toujours adopté une démarche volontariste concernant leurs missions. Ils n'ont eu de cesse de s'impliquer, d'innover et de porter des idées novatrices. 2024 n'échappe pas à la règle avec des propositions formulées sur deux axes : la lutte contre le blanchiment et la simplification administrative.



Le Conseil national s'est ainsi particulièrement impliqué dans le cadre de la lutte contre la fraude, notamment avec la publication d'un livre blanc de la profession présentant « 15 propositions pour renforcer la lutte contre la criminalité financière ».

Un livre blanc contre la fraude

La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT) constitue aujourd'hui un des enjeux majeurs auxquels sont confrontés les acteurs économiques français et européens. Chacun s'accorde à dire que nos sociétés sont à un point de bascule et qu'il convient d'agir vite et fortement pour endiguer ce problème. À la croisée des mondes économiques et judiciaires, les greffiers des tribunaux de commerce sont bien placés pour jouer un rôle dans le signalement des différentes fraudes. Les missions d'enregistrement et de vérification des informations des sociétés leur confère un rôle important de détection des opérations illicites et les place en première ligne de la lutte anti-blanchiment.

Articulées autour de trois axes, ces propositions comptent quelques recommandations fortes et reviennent notamment sur une demande récurrente des greffiers des tribunaux de commerce concernant le secteur associatif ayant une action économique. En effet, le secteur des organismes à but non lucratif (OBLN) représente un pan important de l'économie française mais échappe aux règles communes des acteurs économiques, ce qui n'est pas sans conséquence en matière de lutte contre les opérations illicites. La solution envisagée par les greffiers consisterait par conséquent à aligner les obligations des OBLN ayant une activité économique sur les sociétés civiles et commerciales.

Le Conseil national s'est ensuite attaché tout au long de l'année à porter et défendre ces propositions auprès des décideurs publics : les réunions se sont multipliées avec la direction générale du Trésor, le ministère de la Justice, la direction générale des Finances publiques, Tracfin, la Micaf... Les 15 propositions ont également été présentées dans le cadre du Comité d'orientation de la lutte contre le blanchiment (Colb) et ses groupes de travail avant d'être intégrées pour certaines d'entre elles dans la proposition de loi contre le narcotrafic (voir encadré).

La lutte contre la fraude est plus que jamais une priorité pour la profession : Cela s'est par ailleurs traduit

ces dernières années par la création d'un poste de délégué national à la lutte contre la Fraude, actuellement occupé par notre confrère Didier Oudenot, mais également par la mise en œuvre de partenariats opérationnels avec l'ensemble des acteurs concernés (Tracfin, Micaf, Colb...). Fin 2024, un numéro hors-série du Bulletin d'Actualité des Greffiers (BAG) consacré à la LCB-FT a été réalisé afin de réaffirmer l'importance de l'engagement des greffiers en matière de police économique.

10 propositions de simplification pour les entreprises

Les greffiers des tribunaux ont pour objectif de favoriser le développement économique des acteurs économiques en garantissant la sécurité juridique. Un autre volet de l'action des greffiers des tribunaux de commerce touche au formalisme juridique de la vie des entreprises.

Dans le cadre d'une consultation nationale initiée par le Gouvernement, le Conseil national a élaboré 10 propositions pour la simplification des entreprises. Ces propositions sont issues des contributions des délégués de région et de la commission juridique de la profession.

Cela représente une palette assez large de propositions visant par exemple à alléger les démarches pour les entreprises ayant une activité réglementée, faciliter le dépôt du capital social pour les PME ou faciliter la vérification de l'existence des garanties décennales.

→ *Audition au Sénat*

Le Conseil national a été auditionné au Sénat par la commission d'enquête relative à la lutte contre le narcotrafic. Cette audition a permis de rappeler l'expertise de la profession et de présenter la contribution des greffiers des tribunaux de commerce. Le rapport issu des travaux de la commission intègre quatre propositions du livre blanc portant sur la radiation d'office des sociétés ne déclarant pas leurs bénéficiaires effectifs ou celles ne les mettant pas à jour. Ces propositions ont été reprises dans la proposition de loi déposée le 12 juillet 2024 au Sénat par les présidents et rapporteur de la commission d'enquête.

Ces propositions ont été présentées à la Chancellerie, au cabinet du ministère de l'Economie et adressées aux parlementaires en charge des rencontres de la simplification. Elles présentent des mesures concrètes permettant d'alléger et de fluidifier de façon efficace les démarches des entrepreneurs.

Sur ce sujet, le Conseil national s'est également attaché à contester les « fausses bonnes idées » en matière de simplification. Il est en effet impératif de ne pas supprimer des étapes ou des démarches – sous prétexte de simplification – qui ont démontré leur importance en matière de sécurité juridique de l'activité économique ou sont efficaces dans la lutte contre les fraudes.

Conseil national

Une institution qui s'engage

Depuis plusieurs années le Conseil national s'investit en faveur de la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises). Un engagement protéiforme qui s'est notamment traduit en 2024, par la formalisation concrète de sa « raison d'être ».

Dans le cadre de la convention d'objectifs signée avec le Gouvernement, la profession a souhaité étendre ses compétences en matière de RSE. De fait, les entreprises françaises, sous l'impulsion de règlements européens autant que nationaux, doivent de plus en plus déclarer des informations non-financières les concernant afin de démontrer leurs engagements en faveur des enjeux sociaux, environnementaux et sociétaux.

Compte tenu de son expertise en matière de vérification des données, de son positionnement à la croisée des mondes judiciaire et économique, la profession est idéalement placée pour contrôler la conformité de ces informations non-financières et du respect de critères de durabilité.

"Agir au quotidien auprès des greffiers des tribunaux de commerce pour un service public efficace et innovant"

C'est dans ce contexte que le Conseil national a souhaité accompagner la profession dans le cadre d'une démarche volontariste en matière de RSE. Cet engagement a tout d'abord pris la forme d'une définition formelle et de l'appropriation de sa « raison d'être », exercice moins facile qu'il n'y parait compte tenu du caractère original du modèle de greffier des tribunaux de commerce qui repose sur un équilibre subtil entre de multiples caractéristiques : le greffier de tribunal de commerce est à la fois officier public et ministériel et entrepreneur libéral. Il est délégataire de missions de service public essentielles à la vie des entreprises et des justiciables. Il intervient dans un cadre strictement réglementé et contrôlé et doit sans cesse innover pour être au diapason de la réalité économique.

La profession se doit d'innover et d'investir dans des outils informatiques performants, d'anticiper les besoins des entreprises et des justiciables dans un contexte toujours plus interconnecté tout en respectant des tarifs règlementés. La profession doit à la fois accompagner la dynamique de la digitalisation et de la dématérialisation de la vie économique tout en garantissant un service de proximité et l'accessibilité des 141 greffes répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin et dont le nombre a été porté à 142 avec l'installation fin 2024 d'un office de teneur des registres, greffier de tribunal mixte de commerce en Polynésie française. Les greffiers des tribunaux de commerce doivent à la fois inscrire leur action dans le respect de règles de déontologie et de secret professionnel et lutter activement contre la fraude, le blanchiment et le financement du terrorisme.

A l'issue d'un travail collaboratif mené avec l'aide du cabinet Croissance Bleue, l'agence RSE des entreprises engagées, la réflexion a abouti à l'élaboration de la raison d'être « Agir au quotidien auprès des greffiers des tribunaux de commerce pour un service public efficace et innovant ».

Le Conseil national a ensuite initié un plan d'action destiné à inscrire la profession dans une démarche de transformation durable avec l'objectif de sensibiliser et accompagner les greffiers des tribunaux de commerce à travers un guide RSE adapté aux missions et contraintes de la profession. Réunis en séminaire autour de cette nouvelle raison d'être, les 228 greffiers des tribunaux de commerce et leurs

collaborateurs ont ainsi été sensibilisés aux enjeux climatiques et de RSE, et se sont vu remettre le guide pratique dédié.

S'engager pour un numérique responsable

Allant plus loin, le Conseil national a signé le 24 septembre 2024 la Charte du Numérique Responsable.

Cet engagement s'inscrit pleinement dans la mission de modernisation de la justice commerciale de la profession, en mettant au cœur de ses actions la facilitation des parcours des entreprises, la transparence économique et la sécurité des affaires.

Cette démarche s'appuie sur un plan d'actions autour des grands piliers du numérique responsable : éthique, social, environnement et sécurité. Avec un certain nombre d'engagements concrets :

- la poursuite des efforts pour développer des outils numériques éthiques, souverains, en maintenant des standards élevés de qualité et de sécurité, tout en agissant pour limiter les impacts sur l'environnement
- l'accompagnement des greffiers des tribunaux de commerce pour offrir aux entreprises un service public toujours plus performant et accessible
- la volonté d'être ambassadeur sur ces sujets auprès de la profession et de nos homologues en Europe et au sein de la Francophonie.

Avec cette série d'engagements qui est amenée à connaître dans les mois prochains des développements, la profession confirme son ancrage en faveur de la transformation durable de l'économie française et européenne.

→ Des partenariats engagés



Le Conseil national et APESA France ont renouvelé le 11 juin 2024 leur collaboration.
Le CNGTC est partenaire depuis de nombreuses années de l'association afin de promouvoir le dispositif d'accompagnement des entrepreneurs qui pourraient rencontrer des difficultés les amenant à une détresse psychologique qui nécessiterait un accompagnement adapté.



Par ailleurs, une convention de partenariat a été conclue le 7 mai 2024 avec ESS France, la Chambre française de l'Economie Sociale et Solidaire, dans le cadre d'échanges de données économiques sur les sociétés commerciales de l'ESS et d'actions communes de sensibilisation sur cette forme d'entreprise.

Conseil national

Le modèle francophone des registres du commerce

Le thème de la francophonie constituait le fil rouge du 136ème congrès des greffiers des tribunaux de commerce qui s'est tenu à Reims les 3 et 4 octobre 2024, à la veille du XIXème sommet de la Francophonie organisé par la France.

L'importance de la francophonie doit être soulignée. En effet, la francophonie représente 360 millions de personnes qui partagent, non seulement une langue, des caractéristiques culturelles et littéraires mais également une approche commune des questions économiques et juridiques. C'est sous ce prisme que le Conseil national avait placé les travaux de son congrès en souhaitant mettre les échanges entre les teneurs de registres des entreprises des différents pays au cœur des débats.

Un pilier de la transparence et de la coopération économique

De fait, le modèle francophone des registres du commerce se distingue par plusieurs caractéristiques fondamentales qui en font un outil essentiel pour la transparence économique, la sécurité juridique et le développement des affaires au sein de l'espace francophone. Fort de son histoire et de son adaptation constante aux enjeux contemporains, il inspire et favorise la coopération entre les différents pays partageant la langue française comme vecteur d'échanges.

En France, les greffiers des tribunaux de commerce jouent un rôle central dans la tenue, le contrôle et la diffusion des informations sur les sociétés enregistrées au RCS (Registre du Commerce et des Sociétés). Leur statut d'officiers publics et ministériels leur confère la responsabilité de vérifier la conformité et la régularité des pièces soumises lors de l'immatriculation des entreprises et des modifications ultérieures.

La France a également été pionnière dans la digitalisation de son RCS, notamment à travers le GIE Infogreffe. Cette avance technologique facilite l'accès aux informations légales et économiques pour les entreprises et les tiers, contribuant ainsi à une meilleure transparence. Infogreffe est reconnu comme un «pionnier de l'information légale sur les entreprises» grâce à plus de trente ans d'investissements et d'expertises des greffiers. Cette digitalisation s'est avérée cruciale, notamment lors de la crise de la Covid-19, permettant aux greffiers d'assurer pleinement leurs missions de service public. Les échanges ont permis de constater que les registres de nombreux pays, à l'image de ceux de la Tunisie ou du Québec allaient très loin en matière de dématérialisation des procédures.

Un élément clé de la transparence économique et de la lutte contre la criminalité financière est le Registre des Bénéficiaires Effectifs (RBE). La France a mis en place ce registre et son expérience a été saluée, notamment lors de l'évaluation du Groupe d'Action Financière Internationale (GAFI). D'autres pays francophones, comme le Québec et la Tunisie, ont également mis en place des dispositifs relatifs aux bénéficiaires effectifs, parfois en intégrant ces informations au sein de leur registre d'entreprises existant.

Fort de son expérience, le modèle français a inspiré la création de l'**Alliance francophone des registres des entreprises et du commerce (AFREC).** Née en marge du Sommet de la Francophonie de 2022 à Djerba, à l'initiative du Registre national des entreprises tunisien, son objectif est de créer une zone d'échange et de dialogue entre les différents teneurs de registres francophones. L'AFREC constitue donc



Les membres de l'AFREC réunis à Reims pour le 2ème Forum de l'alliance organisé en même temps que le 136ème congrès des greffiers des tribunaux de commerce

un espace de réflexion, de partage d'informations, d'expertises et d'expériences en faveur de l'amélioration des échanges économiques dans l'espace francophone et de l'instauration d'un climat des affaires propice à l'essor économique. L'AFREC permet de promouvoir les différents modèles de fonctionnement nationaux, de partager les bonnes pratiques et les standards techniques en matière de tenue des registres. Trois ans après sa création, l'Alliance, aujourd'hui présidée par notre confrère Thomas Denfer, compte 20 membres. L'AFREC a tenu son 2ème Forum, sous le Haut-Patronage du Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron, à Reims en marge du 136ème congrès national des greffiers des tribunaux de commerce. Les délégations des différents pays membres de l'AFREC se sont réunies durant deux jours.

La coopération au sein de l'espace francophone s'illustre également par les liens établis avec l'**Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA)**. L'OHADA vise à assurer la sécurité juridique et judiciaire des activités économiques dans ses 17 États membres en harmonisant le droit des affaires. L'OHADA soutient l'AFREC et prévoit d'organiser un événement commun dédié aux travaux des registres d'entreprises au Sénégal en 2025. La présence du secrétaire permanent de l'OHADA lors du congrès de Reims et du Forum de l'AFREC concomitant témoigne de cette collaboration fructueuse.

Le modèle francophone des registres du commerce est confronté à de nombreux défis. La question de l'intégration des associations au sein des registres est un enjeu important, la France accusant un certain retard par rapport à d'autres pays francophones comme la Belgique, le Luxembourg, le Québec et la Tunisie qui ont déjà intégré les associations dans leur registre. L'absence de registre pour les associations en France présente des risques en matière de lutte anti-blanchiment et de financement du terrorisme.

"L'AFREC permet de travailler à la réduction des écarts normatifs en matière de transparence économique"

Bien évidemment un enjeu futur concerne l'interconnexion des différents registres qui permettrait d'assurer une fiabilité de l'information économique et d'avoir une connaissance large des mouvements économiques.

En conclusion, le modèle francophone des registres du commerce dynamisé par la coopération au sein de l'AFREC et avec des organisations comme l'OHADA, constitue un vecteur stratégique pour le développement économique et la transparence dans l'espace francophone. La poursuite des efforts d'harmonisation, l'intégration des entités non encore répertoriées et l'aspiration à des registres interconnectés sont autant de perspectives qui renforceront encore le rôle essentiel de ces registres au service du monde des affaires francophones.

Interview de Thani Mohamed-Soilihi, ministre délégué

" Le droit joue un rôle central au sein de la Francophonie "



Rencontre entre Thani Mohamed-Soilihi, ministre délégué chargé de la Francophonie et des partenariats internationaux et Thomas Denfer, président de l'Alliance francophone des registres du commerce et président honoraire du CNGTC.

// Quel message a souhaité faire passer la France à l'occasion du Sommet de la Francophonie de 2024 ?

La thématique du Sommet de Villers-Cotterêts « Créer, innover, entreprendre en français » a permis de renforcer le continuum éducation-formation-employabilité au sein de notre espace francophone, fondé sur les opportunités d'avenir et des valeurs dont la Francophonie est porteuse, en particulier pour la jeunesse. Un salon Francotech, dédié à la technologie et à l'innovation en français, s'est tenu à l'occasion du Sommet. Inauguré par le président de la République, il a rassemblé plus de 2 600 participants et s'est imposé comme une plateforme majeure pour promouvoir les startups francophones. Avec un doublement attendu à horizon 2050 des locuteurs francophones, de 321 millions aujourd'hui à près de 750 millions, la mobilité de la jeunesse francophone a constitué un des fils conducteurs phares du Sommet avec le lancement d'un dispositif de mobilité estudiantine et d'un programme sur le volontariat.

// Vous connaissez bien les professions du droit, quelles places occupent-elles au cœur du développement de la Francophonie ?

Le droit joue un rôle central au sein de la Francophonie, bien au-delà de sa seule dimension institutionnelle. Il constitue un levier pour la structuration des États, le développement économique et l'innovation, tout en renforçant l'influence des traditions juridiques francophones à l'échelle mondiale. À ce titre, le renforcement de l'état civil, garant de l'exercice des droits et de la participation démocratique, constitue une priorité. La France poursuit son soutien en faveur de l'enregistrement universel des naissances dans l'espace francophone. En matière de climat des affaires, la France est mobilisée pour promouvoir le droit continental. A cet égard, le lancement de l'Alliance francophone de la propriété intellectuelle, lors du Sommet, constitue une étape importante, de même que le renforcement des liens entre entreprises de l'espace francophone, grâce à l'action de l'Alliance des patronats francophones, qui connaît un succès croissant.

// L'Alliance francophone des registres d'entreprises (AFREC) est présidée par les greffiers des tribunaux de commerce français. Quels sont, selon vous, les sujets nouveaux et prospectifs au service de la promotion de la langue française et de l'économie francophone ?

L'AFREC a l'opportunité de s'imposer comme un acteur central de la modernisation économique francophone, en s'appuyant sur des leviers tels que la numérisation, l'harmonisation juridique et le soutien à l'entrepreneuriat. L'évolution rapide du monde économique appelle une adaptation des cadres juridiques aux nouvelles formes d'entreprises, notamment les startups et les entreprises numériques. L'harmonisation des procédures d'immatriculation, de publication et de contrôle des entreprises à l'échelle francophone constituera un facteur clé pour améliorer le climat des affaires et renforcer la confiance des investisseurs.

"Une opportunité pour renforcer l'intégration économique et juridique des pays francophones"

// L'AFREC prévoit de se réunir courant 2025 à l'occasion d'un évènement organisé avec l'OHADA, qu'attendez-vous de ces travaux ?

Ce rendez-vous constitue une opportunité pour renforcer l'intégration économique et juridique des pays francophones. Il est indispensable d'anticiper les mutations économiques en cours, en adaptant le droit francophone aux enjeux du capital-risque, du financement participatif et des cryptoactifs. Je pense en particulier à des avancées concrètes en matière de numérisation et d'interopérabilité des registres d'entreprises et des partenariats avec des acteurs innovants pour l'intégration de technologies basées sur l'intelligence artificielle et la blockchain.

2024
Actus

En 2024, les greffiers des tribunaux de commerce ont initié de nouveaux projets et développé des outils innovants. Ils ont poursuivi les échanges avec leurs partenaires, sont intervenus dans le débat public et ont été consultés sur des projets législatifs et réglementaires.



Convention d'objectifs entre l'Etat et la profession : *premier bilan*

Le premier comité interministériel de suivi de la convention d'objectifs liant l'Etat et le Conseil national s'est tenu en mai 2024.
Signée par le garde des Sceaux, en 2023, à l'occasion du 135ème congrès national des greffiers des tribunaux de commerce, puis par quatre autres ministres, la convention fixe pour trois ans les engagements respectifs du CNGTC et de l'État pour l'amélioration et le développement du service public. Le comité de suivi du 14 mai 2024 qui s'est tenu à la Chancellerie sous l'égide de la DACS et en présence des représentants des ministères signataires de la convention, a permis de tracer les premières pistes de travail bilatéral entre la profession et les ministères concernés.
Cette démarche s'avère précieuse à plus d'un titre en permettant d'abord d'identifier les meilleurs interlocuteurs au sein des administrations et de travailler plus efficacement avec eux. Elle contribue également à consolider le positionnement de la profession comme partenaire de confiance de l'Etat dans le cadre des réformes concernant les entreprises.

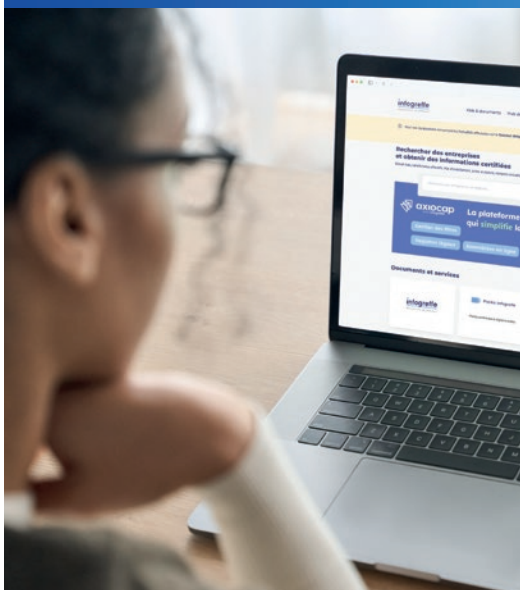


3 millions

de mise sous surveillance d'entreprises en 2023 grâce au KYC Infogreffe

Evolution des conditions d'accès au registre des bénéficiaires effectifs

À la faveur de l'adoption du paquet législatif, comportant notamment la 6ème directive anti-blanchiment et le règlement afférent, le ministère de l'Economie a informé la profession de la décision du gouvernement de mettre fin à l'accès du public aux informations du RBE et de mettre en place un accès fondé sur l'intérêt légitime.
En raison d'une demande impérieuse de la CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté) la profession s'est adaptée rapidement et a proposé dès le 1er août 2024 l'accès sur le fondement de l'intérêt légitime via la plateforme Infogreffe.



Partenariat

Le partenariat conclu entre le Conseil national et XERFI SPECIFIC pour le traitement statistique et la diffusion des informations issues de l'observatoire statistique a été renouvelé le 26 mars 2024.



Outre-mer

Visite du tribunal mixte de commerce de Point-à-Pitre en Guadeloupe, à l'issue du séminaire sur le fonctionnement des juridictions commerciales en outre-mer.



Prix des Masters

Le Prix des Masters, édition 2024, organisé par le Conseil national en partenariat avec les éditions LexisNexis a été décerné à Monsieur Yann Bonnet de l'Université PANTHEON-ASSAS pour son mémoire intitulé « les offres publiques sur les sociétés en difficulté ».



Publication du Bilan National des Entreprises 2024

Le Bilan National des Entreprises (BNE), réalisé par le Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce, Infogreffe et Xerfi Spécific avec le soutien de la Banque des Territoires met en lumière l'impact de l'accumulation de crises sur les entreprises françaises, frappées par des records de défaillances et des radiations en hausse, mais portées par un engouement entrepreneurial important.

Ce bilan national a confirmé la situation morose des entreprises françaises en 2024. Touchés par des crises aussi bien structurelles que conjoncturelles, les entrepreneurs font face à un contexte délétère, qui se traduit notamment par une augmentation historique des défaillances d'entreprises.

Le nombre d'ouvertures de procédures collectives bondit ainsi de 17,4 % par rapport à 2023, avec 59 352 entreprises concernées en 2024.

En miroir de la sinistralité observée sur le front des défaillances et des radiations, les données sur la création d'entreprises sont encourageantes. En effet, après deux années de fléchissement, la création d'entreprises repart à la hausse et concerne la quasi-totalité des secteurs. Ainsi, les données des greffiers des tribunaux de commerce attestent d'une augmentation de 8,6 % d'entreprises créées en 2024 par rapport à 2023, avec 588 802 immatriculations enregistrées.

Le Bilan national des entreprises délivre ses résultats sur la période de janvier à décembre 2024. Basé sur l'analyse des données des greffes des tribunaux de commerce transmises par Infogreffe, ce baromètre permet de mesurer l'état de santé des entreprises immatriculées au Registre du commerce et des sociétés (RCS), représentant plus de 80 % du tissu entrepreneurial français.

Les bilans départementaux, à diffuser sans modération !

Le Conseil national publie chaque année des bilans sur les entreprises et l'activité économique de chaque département français de métropole et d'outre-mer. Chaque bilan met en avant les évolutions des immatriculations, des radiations et des ouvertures de procédures collectives, la répartition selon les secteurs d'activité... Ces bilans constituent une mine d'informations pour les responsables institutionnels et politiques locaux (parlementaires, collectivités locales), les acteurs économiques mais aussi les journalistes.

Afin d'assurer leur diffusion au niveau local, chaque année, le Conseil national adresse à l'ensemble de la profession un véritable « kit de communication » comprenant : un modèle de courrier-type à adresser aux contacts institutionnels, accompagnant le ou les bilans pertinents ainsi qu'un modèle de communiqué de presse, à adapter suivant les chiffres départementaux.

Concours d'accès à la profession

Les épreuves écrites du concours d'accès à la profession de greffier de tribunal de commerce pour l'année 2024 ont eu lieu les 29 et 30 avril.

L'accès à la profession exige désormais d'être titulaire d'un Master 2 pour se présenter au concours et la durée du stage professionnel pour les candidats admis est désormais portée à 18 mois.





2 questions à :

Jean-Charles Aubert,
Greffier associé du tribunal mixte de commerce de Cayenne

// Vous avez passé avec succès il y a quelques années le concours puis le stage professionnel, quels sentiments en gardez-vous ?

Le concours de greffier de tribunal de commerce a l'avantage de présenter une forte dimension académique, ce qui est adapté pour les candidats en sortie de parcours universitaire. A l'issue du concours, j'ai pu effectuer mon stage professionnel au tribunal des activités économiques de Paris puis au tribunal mixte de commerce de Cayenne, à l'issue duquel j'ai pu reprendre l'office.

Je tiens à adresser mes remerciements aux greffiers associés de ces juridictions pour leur accompagnement et leur totale disponibilité, laquelle demeure encore aujourd'hui ; ce sont grâce à leur dévouement humain et professionnel et à celui de leurs collaborateurs que j'ai pu développer les compétences nécessaires pour exercer la profession outre-Atlantique.

// Y a-t-il une bonne adéquation entre la voie d'accès à la profession et la réalité du travail concret dans le greffe ?

Les parcours académiques et professionnels des greffiers des tribunaux de commerce ne sont pas toujours analogues et nous sommes tous liés par une haute et réelle conscience du service public et de l'intérêt général : cette combinaison est une des richesses de la profession.

Le stage s'avère une étape indispensable afin d'acquérir les fondamentaux du métier de greffier de tribunal de commerce. J'ai fortement apprécié l'opportunité de l'effectuer au sein de deux greffes car j'ai pu assimiler les savoir-faire et savoir-être essentiels dans une variété de situations.

Mon quotidien au sein du greffe du tribunal mixte de commerce de Cayenne a une nature différente en raison des spécificités territoriales du ressort. En sus, ces dernières nous obligent, avec mes collaborateurs, à rester en toutes circonstances disponibles pour assister la présidence de la juridiction, les juges consulaires, le ministère public, et à décliner une démarche d'accompagnement et de pédagogie à l'endroit des usagers et des justiciables dont les attentes, légitimes, sont croissantes.



→ Coopération avec le ministère de l'emploi et de la solidarité sociale du Québec



Le 8 juillet 2024, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec et le Conseil national ont signé un protocole d'entente afin d'améliorer l'efficacité des services rendus aux entreprises. Cet accord de coopération, au service de la transparence des activités des entités économiques répond à une ambition commune des greffiers des tribunaux de commerce et du registraire des entreprises du Québec, d'optimiser la tenue de leurs registres respectifs.

Au service de la transparence des activités des entités économiques, le ministère et le CNGTC se sont ainsi engagés à mener des initiatives communes dans des domaines qu'ils ont conjointement définis, particulièrement :

- le partage de bonnes pratiques dans la mise en œuvre de nouvelles formalités ;
- une réflexion sur la diffusion des données des entreprises ;
- des échanges sur les actions de LCB-FT.

Cette entente vient renforcer l'accent mis sur la coopération internationale et la coordination croissante entre l'action du Conseil national et les pays francophones.

Formation continue des greffiers

Le Conseil national a publié en novembre le rapport sur la formation continue des greffiers pour la période 2022/2023. On y découvre que 95% des greffiers ont suivi une formation sur la période et que le volume de formation en moyenne en 2023 a été de 25.72 heures.

Depuis l'instauration de l'obligation de formation, les moyennes de formation des greffiers des tribunaux de commerce se situent nettement au-delà du quota de 20 heures exigé annuellement.



Formation des collaborateurs des greffes

La promotion 2023-2024 du cycle de formation a été suivie par 93 collaborateurs de greffe. Par ailleurs, 276 salariés ont réalisé une formation en présentiel organisée par le Conseil national et 27 salariés ont suivi une formation en e-learning.
La mise en place du guichet unique des entreprises et ses nombreux dysfonctionnements tout au long de l'année 2024 ont eu un impact important sur le fonctionnement et l'organisation des greffes et par conséquent sur la politique de formation interne.

Nouvelle convention collective

La nouvelle convention collective des professions réglementées auprès des juridictions (PRAJ) est entrée en vigueur fin 2023. L'ANGTC-PLE a accompagné ses membres pour la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions et notamment la nouvelle classification. La gouvernance de l'ANGTC PLE a également été renouvelée, le bureau est désormais composé de Sophie Jonval, présidente, Margaux Barrière, vice-présidente, Valérie Gouyet-Binda, trésorière et Denis Giuseppin, secrétaire. Enfin, depuis le début de l'année, l'ANGTC-PLE participe activement aux négociations salariales dans le cadre de la Fédération des Professions Réglementées auprès des Juridictions (FEPRaJ), présidée par Pierre Faure.



L'activité européenne du Conseil national

Une délégation du Conseil national s'est rendue à Bruxelles pour rencontrer l'équipe de la Direction générale Justice de la Commission européenne et lui présenter le portefeuille d'identité numérique développé en partenariat avec Infogreffe et Archipels. Les échanges ont par ailleurs porté sur la digitalisation du droit des sociétés.
Le Conseil national a également échangé à cette occasion avec les membres de la représentation permanente française afin de renforcer le réseau de contacts et échanger sur les futures priorités de l'UE. Le Conseil national a également porté plusieurs propositions concernant le paquet législatif anti-blanchiment : radiation des entités irrégulières, renforcement des pouvoirs des teneurs de registres et réduction du seuil de déclaration des bénéficiaires effectifs. Ces propositions ont été intégrées au paquet législatif adopté en juin 2024.
Enfin, au sein de l'association européenne des registres d'entreprises (EBRA), le Conseil national a participé aux deux groupes de travail dédiés au droit des sociétés et au registre des bénéficiaires effectifs.



Lutte contre le blanchiment : nouveau formulaire de déclaration de soupçon

Tracfin, a déployé à l'intention des greffiers des tribunaux de commerce une nouvelle version d'Ermès, le module de déclaration de soupçon. Cette interface modernisée, avec des rubriques plus adaptées à notre profession est effective depuis le 30 janvier 2024.

Le collège de déontologie, institué auprès du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce a travaillé sur quatre recommandations. La Cour nationale de discipline a été constituée et s'est réunie à trois reprises en 2024.
En 2024, 29 inspections quadriennales et une inspection occasionnelle ont été réalisées. Une journée d'information des inspecteurs a été organisée le 24 janvier 2024.

Infogreffe

"Répondre aux ambitions de la profession"

Dieudonné Mpouki, Président et Jean-Christophe, Directeur reviennent sur l'activité d'Infogreffe en 2024 et tracent les lignes d'actions pour l'avenir du GIE.



Dieudonné Mpouki
Président



Jean Christophe
Directeur

1 - Monsieur le Président, l'année 2024 a été une année chargée pour Infogreffe, quels dossiers ont plus particulièrement sollicité les énergies du GIE ?

Dieudonné Mpouki : L'année 2024 a été une année de transition majeure pour notre GIE marquée par l'arrivée d'un nouveau Directeur et la mise en place d'une nouvelle architecture organisationnelle, ce qui marque la dernière étape de la feuille de route 2022/2025 du mandat actuel de notre conseil d'administration que j'avais présentée au début de mon mandat. Cela s'est traduit par des premiers résultats rapides, notamment dans la stabilisation de la nouvelle plateforme d'Infogreffe, après les perturbations que l'on a connues suite au déploiement du projet Impact et le rattrapage des retards de facturation de 2023 entre autres. Le GIE a aussi travaillé sur beaucoup d'autres sujets, dont le rachat de Papeterie Financière par notre filiale Axiocap, la préparation de la roadmap 2025 de notre GIE ou encore l'accompagnement du Conseil National des Greffiers de Tribunaux de Commerce dans les projets de la profession.

2 - Monsieur le Directeur, vous avez pris vos fonctions au début de l'année 2024, quels ont été les principaux axes que vous avez mis en place ?

Jean Christophe : Dès mon arrivée, j'ai fait le constat de la nécessité de renforcer l'organisation du GIE de manière à répondre aux ambitions que nous nous sommes collectivement fixées. Je me suis donc rapidement entouré d'une équipe de managers expérimentés afin de pouvoir accélérer la transformation du GIE Mon objectif premier était de repositionner Infogreffe à sa place de chef d'orchestre dans son écosystème : partenaires techniques, groupements, partenaires commerciaux, ... en jouant sur tous les axes : contractuels, opérationnels et financiers. Nous avons également travaillé sur notre base de coûts pour remettre le GIE dans une situation financière saine et reconstruit notre « usine à projets » pour pouvoir à nouveau innover.

3 - Quels défis attendent le GIE Infogreffe dans les années à venir ?

D.M : Les défis qui attendent le GIE Infogreffe dans les années à venir sont nombreux et variés. L'arrivée du Guichet unique et l'avènement de l'open data, entre autres, bousculent notre écosystème et nous obligent à nous réinventer, mais ce sont autant d'opportunités à saisir pour notre profession. Je peux notamment vous assurer que les années à venir verront notre GIE Infogreffe nouer de nouveaux partenariats et développer de nouveaux services, des axes stratégiques que le nouveau Directeur va mettre en œuvre.

J.C : Bien évidemment M. le Président, et plus largement, je souhaite pouvoir innover avec de nouveaux produits et services, comme nous sommes en train de le faire avec l'API de Divergences en masse au RBE, travailler à l'exploitation de toute la data disponible issue des greffes des tribunaux de commerce, mais aussi exploiter tout le potentiel de l'Intelligence Artificielle pour la profession. C'est un travail que nous mènerons main dans la main avec le futur Conseil d'Administration.

"Les défis qui attendent Infogreffe nous obligent à nous réinventer"

Open data

Open data des décisions de justice : *les tribunaux de commerce face à un défi*

L'open data des décisions de justice est issu de la loi de 2016 pour une République numérique qui a posé le principe d'une diffusion en open data de toutes les décisions rendues publiquement, c'est-à-dire accessibles de manière gratuite par le grand public. Pour les tribunaux de commerce, cette évolution soulève autant d'espoirs que de défis.

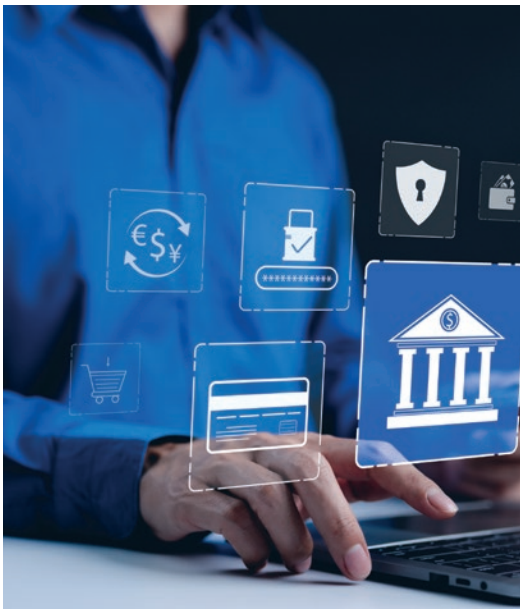


La loi de 2016 a fixé un cap clair : l'ensemble des décisions de justice doit être mis à disposition gratuitement sous forme électronique. Toutefois, la mise en place s'est révélée délicate, notamment en raison de la nécessité d'anonymiser les données personnelles. Une décret de 2020 est venu préciser le calendrier de mise en ligne, avec une ouverture progressive selon les juridictions. Pour les tribunaux de commerce, la mise en œuvre prévue à partir de 2025 reste en cours de déploiement.

Enjeux majeurs : transparence, innovation, égalité

L'ouverture des décisions commerciales poursuit plusieurs objectifs. D'abord, elle renforce la transparence de la justice économique, un domaine où la lisibilité est cruciale pour les acteurs du monde des affaires. Ensuite, elle favorise l'innovation : avocats, legaltechs et chercheurs pourront développer des bases documentaires enrichies, des systèmes d'aide à la décision... Enfin, elle participe à une meilleure égalité d'accès à l'information juridique, mettant fin à l'asymétrie entre grandes structures et petites entreprises.

Mais cette ouverture ne va pas sans obstacles, notamment techniques : les décisions doivent être anonymisées avec soin pour protéger les données personnelles et les secrets d'affaires, tout en conservant leur valeur informative. Or, les décisions des tribunaux de commerce contiennent souvent des éléments sensibles liés à la situation financière des entreprises. Certains s'inquiètent également des interprétations possibles des masses de données sans tenir compte des éléments de contexte.



Cette démarche d'anonymisation et de numérisation des décisions implique une parfaite collaboration entre le tribunal de commerce et son greffier. Le Conseil national s'est donc attaché à travailler étroitement avec la Conférence générale des juges consulaires et avec la Cour de cassation, qui gère le site Judilibre qui sera la porte d'accès à l'ensemble des décisions en open data.

"Chaque année, 1 million de décisions des tribunaux de commerce devront être diffusées"

Le Conseil national a élaboré les solutions techniques rendant possible la transmission à la Cour de cassation de l'ensemble des décisions des tribunaux de commerce, en anonymisant les données sensibles, en mettant en avant les décisions qui présentent un intérêt particulier et en garantissant la plus grande sécurité technique. Une procédure harmonisée de signature électronique totalement sécurisée a été mise en place. Les serveurs informatiques ont également été dimensionnés pour assurer la transmission chaque année d'un million de décisions des tribunaux de commerce.

Une opportunité à construire

Pour les tribunaux de commerce, l'open data représente une opportunité stratégique. Le déploiement de la signature électronique s'intègre dans le cadre de la digitalisation développée ces dernières années par les greffiers des tribunaux de commerce et s'inscrit ainsi pleinement dans la dynamique numérique impulsée par la profession.

Service public

Guichet unique et continuité du service public ?

Initialement voulu comme une simplification administrative pour les entreprises, le Guichet unique s'est avéré être une source de complexités et de dysfonctionnements, impactant lourdement la qualité du service rendu aux usagers.

La création du Guichet unique a été actée par l'article 1er de la loi PACTE, avec pour ambition de centraliser toutes les formalités des entreprises sur une plateforme unique. L'objectif était de simplifier les démarches administratives pour les entreprises en leur offrant un point d'entrée unique pour toutes leurs obligations déclaratives. L'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) a été désigné comme l'opérateur de cette plateforme par décret du 1er août 2020.

Cependant, dès son lancement, le Guichet unique a rencontré des difficultés majeures. Prévu pour être pleinement opérationnel le 1er janvier 2023, il a rapidement révélé des dysfonctionnements importants. Les greffiers des tribunaux de commerce ont répondu présents avec Infogreffe en mettant en place une procédure de continuité au service des déclarants ou de leurs mandataires pour pallier les difficultés du Guichet unique.

"Le registre du commerce et des sociétés (RCS) demeure le seul registre produisant des effets de droit au sens du droit européen"

Les défis rencontrés par les greffiers

Les usagers ont été confrontés depuis plus de deux ans à de nombreux problèmes liés au Guichet unique. Les dysfonctionnements techniques se sont multipliés, la plateforme a connu des défaillances techniques fréquentes, entravant le bon déroulement des procédures et générant des retards importants. Ces dysfonctionnements ont affecté les délais d'immatriculation et de traitement des formalités, causant des préjudices aux entreprises.

La procédure de continuité mise en place par les greffiers et Infogreffe a permis de traiter près de 1,1 million de formalités en 2024. Cependant, cette solution a engendré une charge de travail supplémentaire pour les greffes, qui ont dû assurer la continuité du service public en palliant les défaillances du Guichet unique. Les personnels des greffes ont dû faire face aux manifestations d'humeur, voire parfois aux menaces des chefs d'entreprise qui les tenaient pour responsables de la situation.

Les taux de réclamation et de refus des dossiers traités via le Guichet unique sont restés très élevés depuis le 1er janvier 2024, dépassant largement les moyennes historiques dans tous les domaines : créations, modifications, radiations, comptes annuels et actes isolés.

Manque de concertation : Les décisions concernant le Guichet unique ont souvent été prises sans consultation adéquate avec les professionnels, notamment les greffiers des tribunaux de commerce, ce qui a entraîné des difficultés supplémentaires.

Les erreurs et les retards liés au Guichet unique ont engendré une insécurité juridique pour les entreprises, complexifiant leur quotidien et augmentant le coût des formalités.

Les greffiers ont maintenu la procédure de secours à leurs frais, sans aucune contrepartie financière.

La fin de la procédure de continuité et l'exclusivité du Guichet unique risquent d'impacter encore les entreprises.

Actions et réactions des greffiers

Face à ces difficultés, le Conseil national a mené plusieurs actions : il a alerté les pouvoirs publics, les élus, les organisations patronales et syndicales, ainsi que les ordres professionnels du chiffre et du droit sur les défaillances du Guichet unique. Il a présenté mensuellement les chiffres consolidés des taux de réclamations et de refus aux ministères de la Justice et de l'Économie. Les greffiers ont proposé leur expertise et leur savoir-faire pour améliorer le fonctionnement du Guichet unique. Ils ont constamment offert leurs services pour assurer la satisfaction des déclarants en maintenant l'accès à la plateforme Infogreffe tout au long de l'année 2024 pour traiter les formalités dématérialisées, en assurant ainsi la continuité du service public.

Fin de la période de transition et perspectives

La période de transition, qui a permis de traiter les dossiers déposés avant le 31 décembre 2024 sur Infogreffe, s'est achevée le 31 janvier 2025. À partir du 1er janvier 2025, le Guichet unique est devenu la voie exclusive pour les formalités des entreprises, mettant fin à la possibilité de transmettre directement des demandes d'inscription, de modification ou de radiation au RCS. Seuls le dépôt des comptes annuels et des actes originaux sur papier restent possibles directement auprès des greffes.



Pour autant, il apparaît indispensable qu'une voie d'accès directe aux greffes des tribunaux de commerce perdure pour permettre de solutionner les formalités complexes, l'extrait Kbis du RCS demeurant le seul document authentique accessible, contenant des informations fiables, opposables aux tiers et faisant foi jusqu'à inscription de faux.

Les greffiers restent très vigilants quant à l'évolution de la situation et insistent sur la nécessité d'un Guichet unique fonctionnel. Ils soulignent en effet que le registre du commerce et des sociétés (RCS) est le seul registre produisant des effets de droit au sens du droit européen et veilleront à ce qu' il demeure la pierre angulaire de l'information légale sur les entreprises assurant ainsi la sécurité juridique du monde des affaires.

Aussi, les greffiers ont-ils continué à assurer leurs missions avec professionnalisme et dévouement en maintenant la continuité du service public. Les greffiers demeurent déterminés à défendre les intérêts des entreprises et à assurer la qualité et la sécurité des données du registre du commerce et des sociétés. Il est crucial que le gouvernement prenne en compte leurs préoccupations et leur expertise pour améliorer le fonctionnement de ce dispositif essentiel pour l'économie française.

2024

Chiffre clés

Tout au long de l'année 2024, les 141 greffes des tribunaux de commerce et leurs 2 000 collaborateurs ont traité plus de 5 millions d'actes juridiques pour le compte des entreprises.

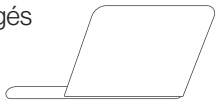
Plus de
700 000
décisions
de justice



160 600
dirigeants supplémentaires
ayant activé leur identité
numérique Monidenum



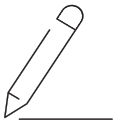
Près de
2,9 millions
de Kbis téléchargés
gratuitement sur
Monidenum



15 208
dossiers
de prévention étudiés



696 412
nantissements
et privilèges





47 873
saisines transmises,
sur le Tribunal Digital

Évolution **des procédures collectives**	2022	2023	2024
Nombre total d'ouvertures de procédures collectives	37648	50496 **+ 34%** ▲	59352 **+ 17%** ▲

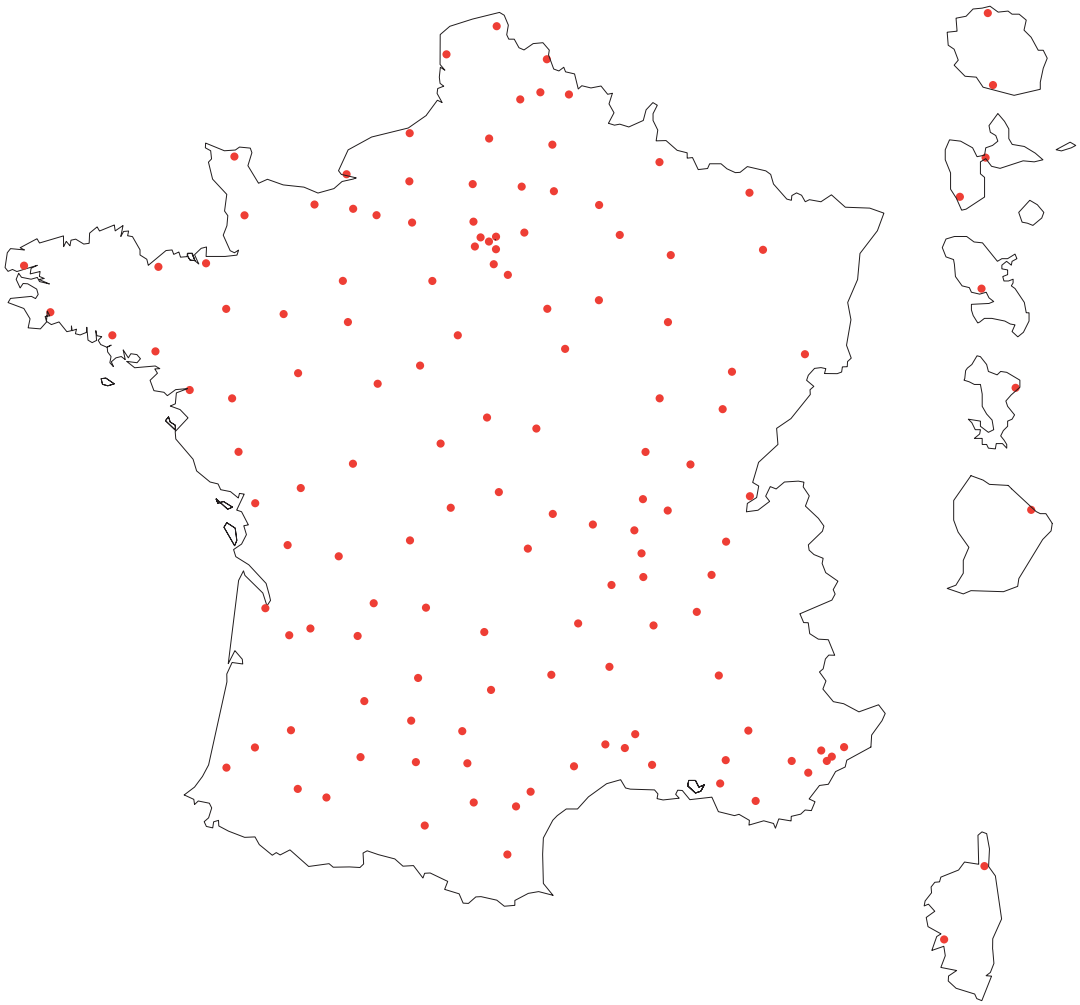
Évolution **des immatriculations**	2022	2023	2024
Nombre total d'immatriculations	573 132	542 231 **- 5,4%** ▼	588 802 **+ 8,6%** ▲

Évolution **des radiations**	2022	2023	2024
Nombre total de radiations	346511	284 375 **- 17,9 %** ▼	310 066 **+ 9%** ▲

En 2024

141

Greffes des tribunaux de commerce



Et demain ?

Quels nouveaux défis pour les greffiers des tribunaux de commerce ?

> La valorisation des registres « à la française » au niveau international
> Le tribunal des activités économiques
> La signature électronique des décisions de justice
> Le prochain congrès des greffiers des tribunaux de commerce à Toulouse les 11 et 12 septembre 2025



cngtc.fr
statistiques.cngtc.fr
angtc-ple.fr
infogreffe.fr
datainfogreffe.fr

Avec le soutien de la Banque des Territoires

Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce

Dépôt légal :
MAI - 2025
ISSN 2497-5176

Rejoignez nous sur

facebook.com/CNGTC

@CNG_TC

Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce

Contacter le CNGTC
contact@cngtc.fr
Téléphone : 01 42 97 47 00

Se rendre au CNGTC
29, rue Danielle Casanova
75001 Paris
Métro : Opéra, Pyramides, Tuileries